

LES ETUDIANTS COMMUNISTES

APRES LEUR CONGRES

CURIEUX congrès. C'était la fin de l'intervention de Waldeck-Rochet et la salle éclatait en applaudissements. L'annonce de son intervention avait pourtant été accueillie de façon très réservée, si l'on excepte les quelques secteurs thoréziens. Mais ce message, que l'on attendait violent, avait surtout marqué le désir de temporisation du parti.

Que s'était-il passé pour que l'on en soit là ? A vrai dire, le débat entre l'U.E.C. et le parti remonte à longtemps, mais, ces derniers temps, les accrochages s'étaient multipliés : à l'occasion du référendum, avec la sortie d'un *Clarté* portant à la une : « Non au pouvoir personnel, non au passé », et qui dut être retiré sur l'intervention de Paul Laurent ; à l'occasion des élections, quand la direction de l'U.E.C. soutint en Comité central la proposition du P.S.U. de candidature unique au premier tour.

La coupe déborda quand l'U.E.C. sortit un projet de programme. Que lui reprochait-on à ce programme ? D'abord d'exister. Comment ! Une « organisation communiste de masse » qui se permettait d'avoir son propre programme et qui ne se contentait pas d'extraire de celui du parti des mots d'ordre « simples et mobilisateurs » ? Et puis il y avait aussi le contenu, en particulier l'analyse du Marché commun et des problèmes de la démocratie.

Mais, cette fois-ci, l'U.E.C. refusa de retirer son programme. A partir de ce moment, les relations se durcirent. A travers des épisodes tragi-comiques — la course entre les membres du C.C. et le bureau national de l'U.E.C. pour « faire la province », l'apparition de « pseudo-étudiants » dans les cercles — on parlait de dissolution à la veille du congrès et, du côté de l'U.E.C., on envisageait la possibilité de maintenir dans ce cas une U.E.C. autonome et « khrouchevienne ».

Or, l'intervention de Waldeck-Rochet venait bouleverser ce schéma. Le désir de temporiser fit rapidement bouler de neige. La majorité devint beaucoup plus conciliante et l'opposition « de gauche » joua la grande muette pour le reste du congrès.

Cette attitude de la direction de l'U.E.C. fut particulièrement nette lors de « l'incident italien ». Après une remarquable intervention du délégué des étudiants communistes italiens,

tandis qu'une partie de la salle se levait, les membres du Comité central présents et le secrétaire général de l'U.E.C., Forner, restaient assis. Forner devait quelques instants plus tard condamner « les erreurs du camarade italien » et refuser la publication du texte.

FATRAS CULTUREL

Le congrès alla ainsi cahin-caha jusqu'à son terme. Les membres du P.C. formulèrent seulement deux autres exigences : la première, qui demandait que soient écartés du Comité national deux oppositionnels particulièrement marqués, fut refusée : l'un se retrouva au Comité national et l'autre au Bureau national, tandis que le chef de file de la délégation lilloise — le bastion thorézien — était écarté du C.N. La deuxième — que ce qui sort du congrès s'appelle « projet de programme » et non programme — donna lieu à un compromis qui aboutit à un tortueux préambule voté à l'unanimité où, avec un peu de bonne volonté, chacun y trouve ce qu'il souhaite.

Il n'empêche que le bilan marque un recul de la direction thorézienne. Certes, les problèmes de fond — qu'est-ce que l'U.E.C., quelle est sa situation vis-à-vis du P.C. — n'ont pas été réglés, et la priorité paraît encore donnée à un fatras culturel souvent confus. Mais il reste qu'une équipe courageuse, décidée à appliquer véritablement les décisions du XX^e congrès, s'est maintenue et souvent sur des positions qui, même si elles sont familières aux militants du P.S.U., constituent une avancée indiscutable par rapport aux dogmes thoréziens.

PLUS QU'UNE REVOLTE

Quel est maintenant l'avenir de l'U.E.C. ? L'opération du congrès a pu réussir parce que l'U.E.C. existe en tant que bloc distinct du parti et que cela lui a permis de se fabriquer son propre appareil.

L'envers de la médaille est qu'elle ne dispose pas de relais au sein du P.C. et que, quoi qu'elle fasse, elle n'influence en rien aucun secteur du P.C. Elle ne peut servir qu'à encadrer le désir du militantisme d'un certain nombre d'étudiants, qui, une fois terminées leurs études, risquent de se trouver quelque peu perdus.

Parallèlement, il est douteux que le P.C.

puisse tolérer longtemps l'existence de l'U.E.C. sur ses positions actuelles. Dissoudre est sans doute difficile dans l'immédiat, car il n'y a pas d'équipe dirigeante de rechange.

Il est probable que l'effort portera d'abord sur les cercles de province, beaucoup plus étroitement contrôlés par les fédérations ; ceci peut prendre la forme de la création, parallèles aux cercles U.E.C., de cellules du parti dans

les Facultés, regroupant professeurs et étudiants. Les mois qui suivent seront instructifs à ce sujet.

De toute façon, ce qui s'est passé à Châtillon-sous-Bagneux, ce n'est sans doute pas une révolution, mais il faut souhaiter que ce soit déjà plus qu'une simple révolte.

Jacques Hubert.

Rencontre avec les délégués italiens

DEUX camarades de la Fédération de la Jeunesse communiste italienne, dont Riccardo Terzi, membre du Bureau national, sont passés rue Henner où un certain nombre de responsables étudiants PSU les attendaient. La discussion fut tout de suite ouverte et franche :

— *Tribune* : sur le plan international, des divergences très fortes opposent les différents partis communistes et socialistes. En France le débat n'apparaît que déformé par la faiblesse de l'information et l'écran volontairement dressé par le P.C.F. entre ses militants et ceux de l'« étranger ». Quelle est votre position ? Elle est en France très caricaturée et personne ne la connaît bien.

— *Délégués italiens* : Nous critiquons la coexistence pacifique. Mais nous ne la refusons pas de façon dogmatique. A l'intérieur même de la stratégie de coexistence pacifique il y a deux voies possibles :

— l'une, statique, pense maintenir le statu quo, et faire basculer, par la suite, l'Occident sur la simple vue de la réussite économique de l'U.R.S.S. C'est « l'édification du socialisme dans un seul pays », et la soumission des autres partis aux intérêts du P. C. de l'Union soviétique, puisqu'il aurait le rôle moteur et essentiel ;

— la deuxième, dynamique, conçoit la coexistence pacifique uniquement comme un moyen pour favoriser l'expansion révolutionnaire des divers peuples du monde. Elle vise à développer les mouvements de libération dans le tiers monde. Elle aboutit à détruire le stalinisme dans le mouvement ouvrier international. C'est cette voie que nous pensons la meilleure.

Quant à notre position vis-à-vis des Chinois, elle est simple. Nous pensons qu'ils accordent

une importance trop exclusive aux mouvements de libération coloniaux. Or la lutte dans les pays capitalistes avancés doit se poursuivre. Il faut même lui assigner des objectifs tels qu'elle puisse vaincre.

— *Tribune* : mais est-il possible de trouver un dénominateur commun aux nécessités révolutionnaires du tiers monde et à la lutte dans les pays socialistes avancés ? Question annexe : penses-tu que les Chinois soient staliniens ?

— *Délégués italiens* : non ! les Chinois ne sont pas staliniens. Ils sont presque « trotskystes » ! bien que leur organisation interne soit assez largement bureaucratisée.

Sur le problème de la stratégie unique, je pense qu'il est possible et souhaitable de la dégager. Il faut trouver une stratégie valable non seulement pour les pays capitalistes avancés, mais aussi pour les pays sous-développés. Cette stratégie doit être la plus avancée possible.

La solution définitive n'est pas encore trouvée. Ce n'est pas celle de l'Union soviétique. Mais les Chinois non plus ne donnent pas une stratégie valable pour nous tous. C'est pourquoi j'ai dit tout à l'heure qu'il fallait s'insérer dans la stratégie de coexistence pacifique pour lui donner un contenu dynamique.

Il se fait tard et l'entretien s'achève. On parle, bien sûr, de la collaboration entre jeunes communistes italiennes et étudiants PSU. On est heureux d'être d'accord sur des points essentiels. Nous sommes peu nombreux, nous militants étudiants PSU, mais nous savons chaque fois davantage que nous pouvons compter sur les 150.000 membres des J. C. italiennes. C'est beaucoup.

J. L. P.